

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 26/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FABRICATION CHIMIQUE ARDECHOISE**

1041, chemin de la Digue du Rhône  
Site de Production  
07300 Tournon-Sur-Rhône

Références : 20250326-RAP-DAEN0393  
Code AIOT : 0006102443

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement FABRICATION CHIMIQUE ARDECHOISE implanté 1041, chemin de la Digue du Rhône Site de Production 07300 Tournon-sur-Rhône. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'est déroulée dans le cadre d'une opération coup de poing nationale concernant l'état des stocks et le respect de la situation administrative pour certains sites de stockages de matières dangereuses.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FABRICATION CHIMIQUE ARDECHOISE
- 1041, chemin de la Digue du Rhône Site de Production 07300 Tournon-sur-Rhône
- Code AIOT : 0006102443
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement FCA appartient au groupe FAREVA (le groupe comporte 41 sites dans 13 pays). Il est spécialisé dans la formulation et le conditionnement, en flacons (85%) et en aérosols (15%), de produits industriels, ménagers et de parapharmacie. Le site produit environ 40 millions d'unité par an pour environ 3000 références.

Sur la commune de Tournon sur Rhône, FCA exploite :

- une usine de production avec un effectif d'environ 325 personnes ;
- un entrepôt de stockage des produits issus de l'usine avec un effectif de moins de 10 salariés.

L'inspection a porté uniquement sur le site de production.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	2 mois
3	Etat des matières stockées - gestion accidentelle	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 1.	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9 et son annexe	Sans objet
4	Etat des matières stockées - information de la population	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2.	Sans objet
5	Etat des matières stockées – périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté, lors de l'inspection, que les quantités maximales autorisées pour certaines matières dangereuses sont respectées et ne conduisent pas à des dépassements de régime. Par ailleurs il existe un état des stocks mis à jour de manière continue. Suite au changement de logiciel de traçage des matières et des produits de l'établissement, l'état des stocks devra néanmoins être complété et optimisé afin d'être pleinement opérationnel en cas d'accident.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9 et son annexe
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, 1. Appréciation des dangers
<b>Prescription contrôlée :</b> Nomenclature et régime en fonction du classement ICPE du site identifié

<b>Constats :</b> Au jour de l'inspection, l'exploitant respectait les volumes autorisés pour les différentes rubriques des ICPE exploitées sur le site. A titre d'exemple : - pour la rubrique 4442 (gaz comburant) : l'état des stocks du 19 mars 2025 fait état de 427 kg de matières stockées pour un seuil de déclaration ICPE à 2 tonnes, - pour la rubrique 4331 (liquides inflammables) : l'état des stocks du 19 mars 2025 fait état de 128 tonnes de matières stockées pour un volume autorisé par arrêté préfectoral de 450 tonnes et un seuil d'autorisation à 1000 tonnes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, 2. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en œuvre un nouveau logiciel ERP (Enterprise Resource Planning) quelques semaines avant l'inspection. Le nouveau logiciel recense l'ensemble des stockages de matières premières (MP), d'articles de conditionnement (AC), de produits semi-finis (SF) et de produits finis (PF) au sein des différents bâtiments. Le site de Tournon-sur-Rhône est précurseur, le logiciel étant amené à être développé sur l'ensemble des sites FAREVA. Le logiciel est hébergé sur un serveur à distance. L'extraction de l'état des stocks est donc possible depuis n'importe quel équipement informatique, depuis un autre site FAREVA ou au sein d'un PCO en cas d'accident. L'inspection note toutefois que l'extraction de l'état des stocks est assez fastidieuse, la requête informatique n'est pas rapide (plus de 30 minutes) et le format de l'export n'est pas compatible avec le logiciel Excel, un travail de mise en page (suppression de lignes, fusion de feuilles de calcul) est nécessaire pour avoir un état des stocks complet. Les fiches de données de sécurité sont enregistrées également sur un serveur à distance. Une routine est réalisée pour demander aux fournisseurs la mise à jour des FDS datant de plus de 3 ans. Par sondage, l'inspection a vérifié les FDS du propylène butène et de la poudre d'aluminium dont la mise à jour date bien de moins de 3 ans.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit optimiser l'extraction de l'état des stocks afin de répondre à l'objectif d'avoir un document facilement accessible.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 1.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b> Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :  1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance...
<b>Constats :</b> Suite au changement de logiciel ERP, l'état des stocks, extrait de manière brute du nouveau logiciel, ne comprend pas : – les mentions de dangers des substances dangereuses et leur classement au titre des rubriques 4XXX de la nomenclature des ICPE ; – pour les autres produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie ; – les stockages présentant des risques particuliers (batteries, aluminium) pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences. Par ailleurs l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer que l'état des stocks comprend les déchets produits par l'établissement. Enfin, une correspondance claire doit apparaître entre l'état des stocks et les différentes zones d'activité ou de stockage présentes dans l'établissement. Ce n'était pas le cas dans l'état des stocks brut qui a été présenté lors de l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit compléter et optimiser l'état des stocks afin qu'il comprenne l'ensemble des éléments prévus par l'article 50 point 1 de l'arrêté du 4 octobre 2010 et qu'il puisse servir aux besoins opérationnels de la gestion d'un événement accidentel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 4 : Etat des matières stockées - information de la population**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, 4. Inventaire synthétique
<b>Prescription contrôlée :</b> Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :  2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
<b>Constats :</b> L'exploitant a rédigé une fiche pré-établie de communication en cas d'événement accidentel. Celle-ci présente de manière synthétique l'activité du site ainsi qu'une information vulgarisée concernant les différents stockages de matières dangereuses et leurs risques (incendie ou explosion). A la lecture de ce document, il apparaît que certains termes (UVCE, BLEVE, jet enflammé...) sont techniques et devraient être vulgarisés pour le grand public.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Etat des matières stockées – périodicité et disponibilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, 5. Périodicité et disponibilité
<b>Prescription contrôlée :</b> L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.  Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.  Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.  L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
<b>Constats :</b> L'état des matières stockées est mis à jour en temps réel en fonction des mouvements de la production et des magasins. Il en est de même pour les matières combustibles. Concernant le recalage annuel physique, celui-ci était fait en décembre jusqu'à présent. Dorénavant avec le nouveau logiciel ERP, l'inventaire physique sera fait de manière tournante, chaque référence devant être vérifiée au moins une fois par an. L'inspection a regardé le bilan de l'inventaire visuel 2024. Aucune action corrective n'a dû être mise en œuvre par l'exploitant suite à cet inventaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite